

Hélène Vissière Washington

Les deux sont milliardaires et de droite. Mais le patron du « Wall Street Journal » et de Fox News, en laissant publier un scoop sur les relations entre Trump et Epstein, a déclenché la colère du président.

La situation ne manque pas de piquant. Rupert Murdoch, le propriétaire de médias de droite qui ont contribué largement à l'élection de Donald Trump, apparaît ces jours-ci comme l'un des derniers remparts face aux assauts de l'Administration contre l'indépendance de la presse. Son quotidien, le *Wall Street Journal*, a publié mi-juillet une lettre grivoise de 2003 signée de Donald Trump qui souhaitait un bon anniversaire à Jeffrey Epstein. Ce financier a été arrêté par la suite pour trafic sexuel de mineures. Le scoop du journal a évidemment suscité beaucoup de spéculations sur les relations entre les deux hommes et a nourri une affaire qui embarrasse Donald Trump. Le président, furieux, a attaqué violemment Murdoch et « son torchon » sur son réseau social disant qu'il l'avait mis en garde contre ce « faux » et que ce dernier lui avait dit « qu'il s'en occuperait ».

Donald Trump a aussitôt intenté une action en justice pour diffamation contre le quotidien et d'autres membres du groupe, exigeant 10 milliards de dollars de dommages et intérêts. Ses avocats ont demandé que le patron de presse fasse une déposition sous serment rapidement, compte tenu du fait qu'il a 94 ans. Et le journaliste du *Wall Street Journal* s'est vu bloquer l'accès au voyage du dirigeant américain en Écosse.

Ces représailles n'ont apparemment pas échaudé le quotidien qui continue à tenir tête au président. Il a publié un autre scoop croustillant. En mai, Pam Bondi, la ministre de la Justice, aurait prévenu Donald Trump que son nom figurait « de multiples fois » dans le dossier Epstein, parmi beaucoup d'autres. Une révélation embarrassante pour l'hôte de la Maison-Blanche qui une partie de sa base électorale vilipende pour n'avoir pas rendu public, comme il s'y était engagé, le dossier du financier mort suicidé en prison.

Le chef de l'État, depuis des années, ne cesse de lancer des poursuites contre les médias, avec des succès divers. Il a perdu contre le *New York Times*, le *Washington Post* et CNN. Récemment cependant, il a obtenu 15 millions de dollars de la chaîne ABC. CBS a aussi accepté de lui verser



Donald Trump et Rupert Murdoch, dans le Bureau ovale, le 3 février 2025.

Duel de titans entre Trump et Murdoch autour de l'affaire Epstein

16 millions de dollars pour mettre fin à des accusations très contestables. En s'attaquant au *Wall Street Journal*, le président espère imposer des concessions tout en montrant à sa base qu'il n'a rien à voir avec Jeffrey Epstein. Mais Rupert Murdoch est un adversaire coriace. « J'ai 94 ans et je ne me laisserai pas intimider », a-t-il déclaré à des collègues, selon le *Washington Post*. Le magnat a gardé de ses débuts dans les tabloïds en Australie un penchant pour les scandales sexuels qui touchent l'élite. Il a également évité au fil du temps d'intervenir dans la ligne rédactionnelle du journal. « C'est d'une profonde ironie que la défense, face au plus récent assaut de Trump contre la liberté de la presse, soit maintenant entre les mains du vieux crocodile Rupert Murdoch, (...) dont la chaîne Fox News nous a donné (ce même) Trump », a observé Tina Brown, l'ancienne rédactrice en chef de *Vanity Fair*.

Les deux hommes, qui ont fréquenté pendant des décennies les mêmes cercles à New York, ont toujours entretenu des rapports compliqués. Plus que de l'amitié, ils s'apparentent davantage à « un mariage de convenance », estime Jane Hall, professeur de communication à American University. Le *New York Post*, un tabloïd du groupe, a contribué à propulser au rang de célébrité le promoteur immobilier dans les années 1980. Mais en 2016, Rupert Murdoch a vu d'un mauvais

œil la candidature de Trump aux primaires et l'aurait traité, selon un livre, de « gros con ». Devant sa popularité chez les spectateurs de Fox News, il a changé de refrain et soutenu le candidat pour éviter une chute de l'Audimat. Les deux milliardaires se sont rabochés après l'élection, et Murdoch a joué les conseillers occultes. Il a aussi obtenu le feu vert de l'Administration pour la vente d'une partie de son empire à Disney. En échange, Fox News, le *New York Post* et les pages Opinion du *Wall Street Journal*, plus à droite que le reste du quotidien, lui ont assuré une couverture flatteuse et amplifié ses théories complotistes.

Les relations ont de nouveau tourné au vinaigre lors des élections de 2020. Donald Trump a vu comme une trahison le soir du scrutin, l'annonce par Fox News, bien avant les autres chaînes, de sa défaite en Arizona. Le propriétaire de News Corp, de son côté, a critiqué en privé les attaques contre les prétendues élections truquées ressassées en boucle sur Fox News. L'affaire lui a coûté cher. Il a dû payer quelque 800 millions de dommages et intérêts à Dominion Voting Systems, la société en charge des machines à voter que la chaîne accusait d'avoir manipulé les résultats des élections.

Pendant une longue période, les deux hommes ne se sont pas parlés. En 2024, Fox News a soutenu au départ Ron

DeSantis lors des primaires républicaines. Las ! elle a dû de nouveau se ranger derrière l'ancien président. Rupert Murdoch était présent à son investiture en janvier et lui a rendu visite dans le Bureau ovale en février, où Donald Trump l'a qualifié de « type incroyable », « unique en son genre ». Ce qui n'a pas empêché le *Wall Street Journal* de publier

« C'est d'une profonde ironie que la défense, face au plus récent assaut de Trump contre la liberté de la presse, soit maintenant entre les mains du vieux crocodile Rupert Murdoch, (...) dont la chaîne Fox News nous a donné (ce même) Trump »

Tina Brown Ancienne rédactrice en chef de «Vanity Fair»

régulièrement des éditos critiques, notamment sur les taxes douanières et « la stupide guerre commerciale ». « Est-ce que le *Tariff Man* (le taxeur) voudrait bien, s'il vous plaît, prendre des congés cet été pour le bien de la nation ? », a ironisé l'un d'eux récemment.

Même si cela ne les ravit pas, les deux milliardaires dépendent l'un de l'autre.

Le président a besoin de Fox News pour faire sa promotion auprès des électeurs. Rupert Murdoch, lui, compte sur Trump pour doper l'Audimat de sa chaîne, la plus grosse source de revenus du groupe. Ce pourquoi on a à peine mentionné les scoops du *Wall Street Journal* sur Fox News, qui continue à encenser le chef de l'État.

« Les attaques contre les médias sont sans précédent mais l'action en justice contre le journal et le premier amendement (qui protège la liberté d'expression, NDLR) est extraordinaire », poursuit la professeur Hall. Elle marque une escalade contre la presse. Aucun président en exercice n'a jamais poursuivi un journaliste pour diffamation. Elle ouvre également une guerre entre deux figures très influentes de la droite. Il est cependant peu probable, selon les experts, que la querelle aille jusqu'au procès qui « pourrait se révéler plein de chausse-trappes et de surprises » pour Donald Trump, estime James Zirin, un ancien procureur. Les avocats du magnat vont très certainement exiger sa correspondance avec Jeffrey Epstein, l'interroger sur leurs relations et dénicher peut-être des histoires gênantes. Quant à Rupert Murdoch, il n'a guère intérêt à affronter l'imprévisible locataire du Bureau ovale dans un procès médiatisé. Pour l'instant, les deux milliardaires campent sur leurs positions et aucun ne s'est dit prêt à négocier. ■

La résurgence d'un révisionnisme affiché en Pologne

Adam Hsakov Varsovie

Grzegorz Braun, le candidat d'extrême droite arrivé 4^e à la présidentielle, a nié à plusieurs reprises l'existence de chambres à gaz à Auschwitz.

C hoc, consternation, stupeur... Les mots peinent à suffire. Depuis plusieurs semaines, la Pologne est secouée par l'irruption d'un négationnisme décomplexé dans le débat public. La faute à Grzegorz Braun, un eurodéputé sulfureux, connu pour ses prises de position outragées. En l'espace de quelques jours à peine, ce responsable politique ultranationaliste, arrivé quatrième à la dernière élection présidentielle, a mis en doute, à plusieurs reprises, l'horreur de la Shoah perpétrée par les nazis.

Le 10 juillet, Braun qualifie crûment les chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau, dans le sud de la Pologne, de « fake ». Devant la gravité du propos, le journaliste décide d'interrompre aussitôt l'entretien. Mais quatre jours plus tard, Braun récidive. Selon lui, « l'existence d'un système de chambres à gaz dans les camps de concentration nazis n'est pas suffisamment documentée ». Il ajoute, en qualifiant « d'hypothèse » l'un des faits historiques les plus

dramatiques de l'Histoire, que sa véracité « devient de moins en moins crédible avec le temps ».

Les condamnations ne se sont pas fait attendre. « C'est une honte », a réagi le premier ministre, Donald Tusk, exhortant la classe politique à faire tout son possible « pour que la Pologne ne soit pas associée à de telles personnes et à de tels actes ». Si les représentants des grands partis, de la gauche radicale à la droite nationaliste, ont également exprimé leur indignation, le silence du président nouvellement élu, Karol Nawrocki, un historien de formation, inquiète. « L'histoire polonaise du XX^e siècle fait pourtant partie de ses principaux centres d'intérêt », remarque le professeur Rafal Pankowski, cofondateur de l'association « Plus jamais » et spécialiste des mouvements d'extrême droite européens.

Plus grave encore est la posture d'Anna Swiergoska, membre du mouvement d'extrême droite Confédération, dont Braun a été exclu en janvier

pour avoir choisi de se présenter seul à l'élection présidentielle. Récemment invitée sur le plateau de Polsat News, Anna Swiergoska a pris la défense de Braun : « Sa déclaration n'a pas été du tout achevée », a-t-elle déploré, critiquant la décision de l'animateur radio d'écourter l'entretien. Puis, dans un élan tout aussi troublant, elle a affirmé que « les chambres à gaz visibles aujourd'hui au Musée d'Auschwitz ont été construites après 1945 », relayant une nouvelle contre-vérité sur l'une des chaînes les plus suivies du pays. En plus de renforcer le malaise ambiant, ce propos démontre l'efficacité du travail de sappe opéré par Braun pour véhiculer ses théories conspirationnistes.

Un terreau fertile

Car cette figure du courant monarchiste et traditionaliste polonais n'en est pas à sa première sortie antisémite. Parmi la longue série d'actes hostiles commis ces dernières années, l'extinction, en décembre 2023, d'une menora

(un chandelier à sept branches symbole du judaïsme) installée dans les couloirs de la Diète, avait provoqué un tollé international. « L'extincteur est devenu le symbole de l'antisémitisme le plus radical, y compris à l'étranger, où des groupes néofascistes et antisémites se le sont approprié », explique le professeur Rafal Pankowski.

Candidat au score anecdotique lors de la présidentielle de 2015, élu député en 2019, Braun a trouvé dans les crises contemporaines un terreau fertile, et dans les réseaux sociaux un relais d'une redoutable efficacité, poursuit le chercheur. « Il a surfé sur la défiance autour de la pandémie de Covid-19, mêlant théories antisémites, antixav et antisémitiques ». Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Braun a une autre obsession : l'« Ukropolin », théorie délirante selon laquelle « des forces obscures chercheraient à créer, sur le territoire polonais, une entité germano-ukrainienne placée sous contrôle juif ».

À cela s'ajoutent ses prises de position contre les étrangers, les minorités sexuelles et religieuses, l'avortement, ou encore l'Union européenne, qu'il qualifie d'« Euro-kolkhoze ». La surenchère réactionnaire, alliée à un phrasé rappelant celui de l'aristocratie du XIX^e siècle et des provocations ostentatoires, sans la recette de son ascension. Il entre au Parlement européen en 2024, avant d'obtenir, à la surprise générale, 6,34 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle du mois de mai. Les sondages vont même jusqu'à lui accorder 8 % de soutien aujourd'hui.

Si la plupart des politiques réclament vivement des sanctions proportionnées, les activistes pointent « l'inertie du système judiciaire ». « Braun n'a toujours pas été mis devant un tribunal malgré l'accusation de crimes », souffle Rafal Pankowski, qui critique la lenteur de l'instruction du procureur. Une impunité qui permet à Braun de continuer à prospérer, dans un pays qui a été profondément marqué par l'antisémitisme. ■